

Questions orales

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPORTUNITÉ DE LA REPRÉSENTATION DES
PALESTINIENS À LA CONFÉRENCE DE PAIX DU
MOYEN-ORIENT—LES VUES DU GOUVERNEMENT
CANADIEN

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui revient tout juste d'une visite en Union soviétique. Peut-il nous dire si le gouvernement canadien est d'avis que des représentants des Palestiniens devraient prendre part à la Conférence de paix du Moyen-Orient, comme le voudraient, entre autres, M. Gromyko et le Conseil des Églises canadiennes?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, quand M. Gromyko m'a dit que le gouvernement soviétique était d'avis que les Palestiniens devraient y être représentés, j'ai dit que le gouvernement canadien comprenait ce point de vue.

* * *

[Français]

LES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

L'AUGMENTATION DES PRIX DE DÉTAIL—MESURES
ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations.

Le ministre est-il au courant de l'augmentation de 10 p. 100 des prix de détail d'au moins 768 produits alimentaires et, dans l'affirmative, que fera-t-il pour corriger cette situation? Il convient de remarquer que cette hausse de prix a eu lieu au cours de la semaine du 19 novembre 1973.

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, je prends cette question comme préavis, et je lui donnerai une réponse plus tard.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

LA RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES EN FRANCE—
LE CAS DU CANADA

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Nous dirait-il si le Canada a été invité à une réunion de ministres des Finances en France, au cours de cette dernière fin de semaine, et sait-il si on y a discuté de la dégradation de la situation économique et de la baisse constante du marché des valeurs?

[M. O'Connor.]

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur, je Canada n'était pas invité à cette réunion.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LE PROJET DE CENTRE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA
RÉGION DU PACIFIQUE À VANCOUVER—LA NOUVELLE
ÉTUDE

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Comme les employés de l'Atmospheric Environment Service de Vancouver ont protesté contre la possibilité de transporter ces services au Centre de l'environnement de la région du Pacifique que l'on se propose d'établir à Vancouver-Nord et que cet emplacement fut choisi à cause du projet, maintenant douteux, d'un troisième passage à l'anse Burrard, le ministre peut-il nous dire si la nouvelle étude en profondeur, mentionnée dans les réponses aux questions, comme en fait foi le Hansard du 25 juillet, va s'effectuer pour examiner à nouveau le choix de l'emplacement?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement et ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, le député se trompe en supposant que le choix de l'emplacement de Vancouver-Nord dépendait de la construction d'un pont au-dessus du port de Vancouver. J'ajoute, en réponse à la deuxième partie de sa question, que nous comptons que l'étude en profondeur pourra être publiée d'ici un mois.

M. Fraser: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Le ministre peut-il nous assurer que l'on ne prendra aucune décision définitive sans consulter les employés et les fonctionnaires municipaux préposés à la planification?

M. Davis: Monsieur l'Orateur, les employés ont déjà été consultés.

* * *

LE REVENU NATIONAL

L'ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS DE PRODUITS
PÉTROLIERS VERS LES É.-U. VIA L'EST DU CANADA

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Ses collaborateurs l'ont-ils informé que, depuis quelques jours, des produits pétroliers traversent la frontière est du Canada vers les États-Unis à un rythme sans précédent et, dans la négative, le ministre lancera-t-il une enquête et fera-t-il immédiatement rapport à la Chambre?

L'hon. Robert Stanbury (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que le problème soit celui du rythme des exportations mais si celles-ci font l'objet de licences. Depuis quelque temps, les douanes ont pour directive d'exiger des licences d'exportation pour le pétrole. Je n'ai connaissance d'aucune exportation du Canada vers les États-Unis effectuée sans une telle licence.